

Statistiques 2018

Soutien aux enfants



SAE

Ce document trace le portrait des familles
bénéficiaires du Soutien aux enfants.

Rédaction et traitement informatique

Lucie Jean
Chantale Thibault

Mise en page

Nathalie Bilodeau

Coordination

Nathalie Madore

Date de parution

Septembre 2019

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de Retraite Québec : www.retraitequebec.gouv.qc.ca.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion sur le contenu, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative
Retraite Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9
statistiques@retraitequebec.gouv.qc.ca

Avant-propos

Retraite Québec vous présente sa publication annuelle *Statistiques 2018 – Soutien aux enfants*¹. La publication trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme, en 1961, jusqu'au crédit d'impôt remboursable accordant une allocation aux familles (CIRAAF), entré en vigueur en janvier 2019. Elles dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Enfin, elle offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Cette section du document présente notamment le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits à ce programme d'aide ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et dans les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Outil d'analyse complet et détaillé, le document *Statistiques 2018 – Soutien aux enfants* permet à la personne qui le consulte de mieux connaître les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. Cette publication est aussi disponible sur le site Web de Retraite Québec.

**La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative,
Nathalie Madore**

1. Le 3 décembre 2018, le gouvernement du Québec a annoncé des changements à cette aide financière. L'Allocation famille remplace maintenant le Soutien aux enfants. Toutefois, comme la majeure partie de l'information présentée dans cette publication fait référence à la période où le programme se nommait Soutien aux enfants, cette appellation y est conservée.

Table des matières

Principales définitions	6
Production des statistiques	7
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires	8
Le paiement de Soutien aux enfants.....	22
Le supplément pour enfant handicapé.....	28
Statistiques régionales	32

Liste des tableaux

Tableau 1	Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973	8
Tableau 2	Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997	9
Tableau 3	Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004	10
Tableau 4	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002	11
Tableau 5	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997	12
Tableau 6	Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004.....	12
Tableau 7	Paramètres du PSE, de 2005 à 2018	14
Tableau 8	Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale, en 2018	14
Tableau 9	Paramètres de l'AF, en 2019	16
Tableau 10	Montants mensuels et annuels du SEH et du SEHNS, de 2005 à 2019.....	17
Tableau 11	Montants du SAFS par année scolaire, de 2017 à 2020	17
Tableau 12	Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2018.....	19
Tableau 13	Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2018 ...	20
Tableau 14	Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2018.....	21
Tableau 15	Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2018	21
Tableau 16	Évolution du nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées pour le supplément pour l'achat de fournitures scolaires, de 2017 à 2018	21
Tableau 17	Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2018.....	22
Tableau 18	Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2018	23
Tableau 19	Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2018	24
Tableau 20	Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du ou de la bénéficiaire et son sexe, décembre 2018	25
Tableau 21	Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2018	26
Tableau 22	Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2018	27
Tableau 23	Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2018	28
Tableau 24	Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2018.....	30

Tableau 25	Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2018	31
Tableau 26	Répartition régionale des bénéficiaires du PSE et du SEH, en décembre 2018, et des sommes totales versées, en 2018.....	32
Tableau 27	Répartition régionale des bénéficiaires du PSE et du SEH, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2018	33
Tableau 28	Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2018	34
Tableau 29	Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2018	35
Tableau 30	Répartition des bénéficiaires du PSE et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2018, et des sommes totales versées, en 2018.....	36
Tableau 31	Répartition régionale des bénéficiaires du SAFS, selon l'âge des enfants au début de l'année scolaire 2018-2019.....	39

Liste des graphiques

Graphique 1	Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale, en 2018	15
Graphique 2	Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille, en 2018.....	15

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles	k\$	millier de dollars	s. o.	sans objet
–	zéro ou néant	M\$	million de dollars		

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires².

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint ou une conjointe à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans la réalisation de ses habitudes de vie pendant une période prévisible d'au moins un an. Les habitudes de vie sont celles qu'un enfant doit réaliser, selon son âge, pour prendre soin de lui et participer à la vie sociale. Les habitudes de vie qui sont considérées dans l'analyse d'une demande de supplément pour enfant handicapé sont les suivantes : la nutrition, les soins personnels, les déplacements, la communication, les relations interpersonnelles, les responsabilités et l'éducation.

Enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels

Enfant qui présente des incapacités très importantes et multiples l'empêchant de réaliser ses habitudes de vie, ou dont l'état de santé nécessite des soins médicaux complexes à domicile. La durée prévisible des incapacités ou des soins doit être d'au moins un an.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le ou la bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du ou de la bénéficiaire et de celui de son conjoint ou sa conjointe pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la Loi sur les impôts. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2016 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2018 et celui de 2017 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2018.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le ou la bénéficiaire a un conjoint ou une conjointe, et *monoparentale* s'il ou elle n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation

2. Cette disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

lorsque le ou la bénéficiaire a une dette envers Retraite Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de Retraite Québec.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de Retraite Québec. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements fournis par les parents au Directeur de l'état civil qui, à son tour, les fait parvenir à Retraite Québec, ainsi que des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits à ces programmes dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure, et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits à ces programmes. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par Retraite Québec. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

Retraite Québec peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits à ce programme rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que Retraite Québec puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit à l'un ou l'autre de ces programmes pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits au SEH lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la Loi des allocations scolaires, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 \$ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, août et septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 \$ à 12 \$ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Le montant semestriel de ces allocations varie de 15 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 \$. Une allocation supplémentaire de 5 \$ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1 ^{er} \$	2 ^e \$	3 ^e \$	4 ^e \$	5 ^e \$	6 ^e et + \$
0-11 ans	15,00	17,50	20,00	25,00	30,00	35,00
12-15 ans	20,00	22,50	25,00	30,00	35,00	40,00

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé Régime des allocations familiales du Québec, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et l'allocation familiale de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputée avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la Loi sur la refonte des lois et des règlements entraîne la modification de l'appellation « Régime des allocations familiales du Québec », qui devient Loi sur les allocations familiales.

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours sur le budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1^{er} janvier 1980, la Loi sur les allocations familiales prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 \$ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2 Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

Année	Montants mensuels			
	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et suivants \$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifie par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères. Ces catégories de handicaps sont présentées en deux sections distinctes, soient les déficiences physiques et les troubles du développement.

Depuis 2014, Retraite Québec a entamé de nouveaux travaux de révision du règlement encadrant le SEH. La section des déficiences physiques a été revue pour tenir compte de l'évolution qu'ont connue les pratiques de détection, d'évaluation et de prise en charge ainsi que le vocabulaire associé à la description de ces handicaps. En 2017, la section « trouble du développement » est modifiée pour « troubles des fonctions mentales ». De nouvelles règles d'admissibilité sont définies et les « activités de la vie quotidienne » sont remplacées par « habitudes de vie ». La définition d'enfant handicapé au sens du SEH s'harmonise davantage avec le modèle conceptuel de la classification québécoise du processus de production du handicap (PPH). Cette définition prévoit que l'enfant handicapé est celui ayant une déficience physique ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans la réalisation de ses habitudes de vie pendant une période prévisible d'au moins un an.

Les travaux de révision devront se poursuivre en 2018-2019 pour la section des déficiences physiques.

Tableau 3 Montants mensuels de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

Année	Montant mensuel \$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 \$ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 \$ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 \$ à 4 500 \$. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 \$ à 400 \$ pour un maximum de 8 000 \$ en cinq ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant qu'il atteigne l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la Loi sur les prestations familiales. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1^{er} octobre 1997, et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

Année	Nombre de familles ³	Nombre d'enfants ³	Sommes versées k\$	Montants annuels			
				1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	
				\$	\$	Par trimestre et par enfant \$	Maximum par enfant \$
1988 ¹	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997 ²	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	–	–	–	–
1999	52 040	57 210	80 139,3	–	–	–	–
2000	37 553	39 817	53 106,4	–	–	–	–
2001	25 233	25 966	28 124,9	–	–	–	–
2002	10 450	10 574	5 912,5	–	–	–	–

1. Mesure instaurée en mai 1988.

2. Mesure abrogée en septembre 1997, avec maintien des droits acquis.

3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année au cours de laquelle l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 \$ par mois, soit 100 \$ par année; le deuxième, à 16,67 \$, soit 200 \$ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 \$, soit 500 \$ par année.

Toujours en 1989, la Loi sur les allocations familiales devient la Loi sur les allocations d'aide aux familles. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

Année	Nombre de familles ²	Nombre d'enfants ²	Sommes versées k\$	Montants mensuels		
				1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 ¹	—	—	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.

2. Données de décembre.

Tableau 6 Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuil de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale ²		
	1 ^{er} enfant ¹ \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$	1 ^{er} seuil \$	2 ^e seuil \$	3 ^e seuil \$	1 ^{er} taux %	2 ^e taux %	3 ^e taux %	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	—	30	50	—	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	—	30	50	—	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	—	—	25	—	—	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	—	—	25	—	—	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	—	35	25	—	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	—	35	25	—	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 \$ pour les familles monoparentales.

2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de revenu excédant 50 000 \$ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la Loi sur les allocations d'aide aux familles est abolie pour faire place à la Loi sur les prestations familiales. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la Loi sur les allocations d'aide aux familles sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de cet enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 \$ par année pour un premier enfant, à 975 \$ pour un deuxième enfant et à 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 \$ pour une famille biparentale ou 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 \$ à 20 921 \$³, de 30 % jusqu'à 25 921 \$⁴, puis de 50 % jusqu'à 50 000 \$. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 \$. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, de 174 \$ pour un deuxième enfant et de 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 \$ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

2005-2018 – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il faisait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants (SAE). Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH). Le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) s'est ajouté au SAE en 2016, suivi par le supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS) en 2018. Le SAE s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le SEHNSE a été mis en place en septembre 2016. Ce programme accorde une aide financière aux parents qui doivent assumer des responsabilités hors du commun en matière de soins particuliers ou assurer une présence constante auprès d'un enfant gravement malade ou ayant des incapacités très importantes. La durée prévisible des incapacités ou des soins doit être d'au moins un an.

Le supplément pour l'achat de fournitures scolaires vise à aider les familles en prévision de la rentrée scolaire. Cette aide financière s'adresse aux bénéficiaires du PSE qui ont un enfant âgé de 4 à 16 ans au 30 septembre de l'année scolaire visée, peu importe leur revenu familial. Il vise aussi les bénéficiaires du SEH qui ont un enfant âgé de 4 à 17 ans au 30 septembre de l'année scolaire visée.

3 Le seuil étant fixé à 21 825 \$ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

4 Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2018, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 430 \$ pour le premier enfant, de 1 214 \$ pour chacun des deuxième et troisième enfants et de 1 821 \$ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 852 \$ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 \$ pour chaque tranche de 100 \$ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 48 246 \$ (35 096 \$ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 682 \$ pour le premier enfant, 630 \$ pour chacun des autres enfants et un supplément de 340 \$ pour une famille monoparentale.

Tableau 7 Paramètres du PSE, de 2005 à 2018

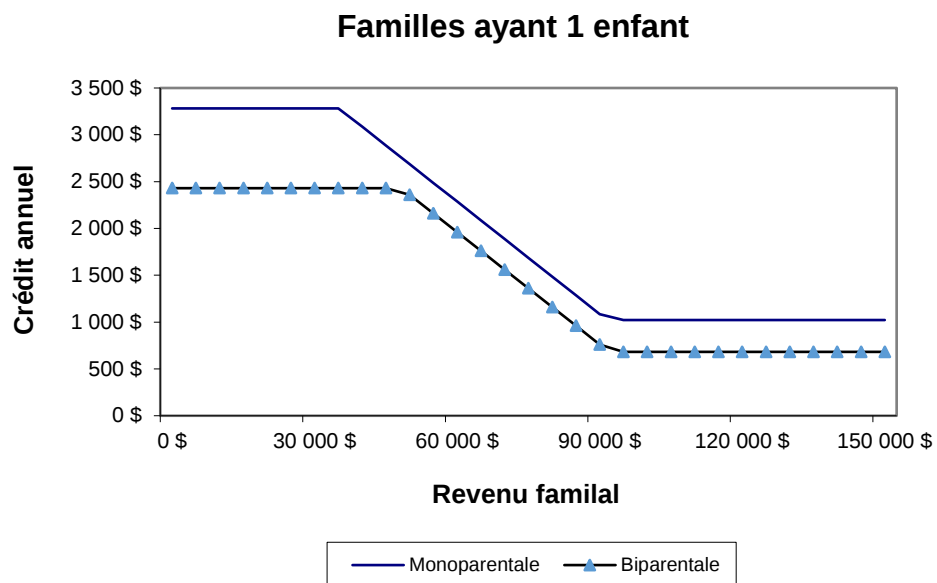
Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et + \$	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et + \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4
2013	813	2 319	1 159	1 159	1 738	325	651	601	46 251	33 608	4
2014	821	2 341	1 170	1 170	1 755	328	657	607	46 699	33 944	4
2015	830	2 366	1 182	1 182	1 774	331	664	613	47 196	34 280	4
2016	839	2 392	1 195	1 195	1 793	335	671	620	47 665	34 656	4
2017	845	2 410	1 204	1 204	1 806	337	676	625	47 868	34 824	4
2018	852	2 430	1 214	1 214	1 821	340	682	630	48 246	35 096	4

Tableau 8 Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale, en 2018

Revenu familial	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$
30 000 \$ et moins	2 430	3 644	4 858	6 679	3 282	4 496	5 710	7 531
40 000 \$	2 430	3 644	4 858	6 679	3 086	4 300	5 514	7 335
50 000 \$	2 360	3 574	4 788	6 609	2 686	3 900	5 114	6 935
60 000 \$	1 960	3 174	4 388	6 209	2 286	3 500	4 714	6 535
70 000 \$	1 560	2 774	3 988	5 809	1 886	3 100	4 314	6 135
80 000 \$	1 160	2 374	3 588	5 409	1 486	2 700	3 914	5 735
90 000 \$	760	1 974	3 188	5 009	1 086	2 300	3 514	5 335
100 000 \$	682	1 574	2 788	4 609	1 022	1 900	3 114	4 935
125 000 \$	682	1 312	1 942	3 609	1 022	1 652	2 282	3 935
150 000 \$	682	1 312	1 942	2 609	1 022	1 652	2 282	2 935
175 000 \$ et plus	682	1 312	1 942	2 572	1 022	1 652	2 282	2 912

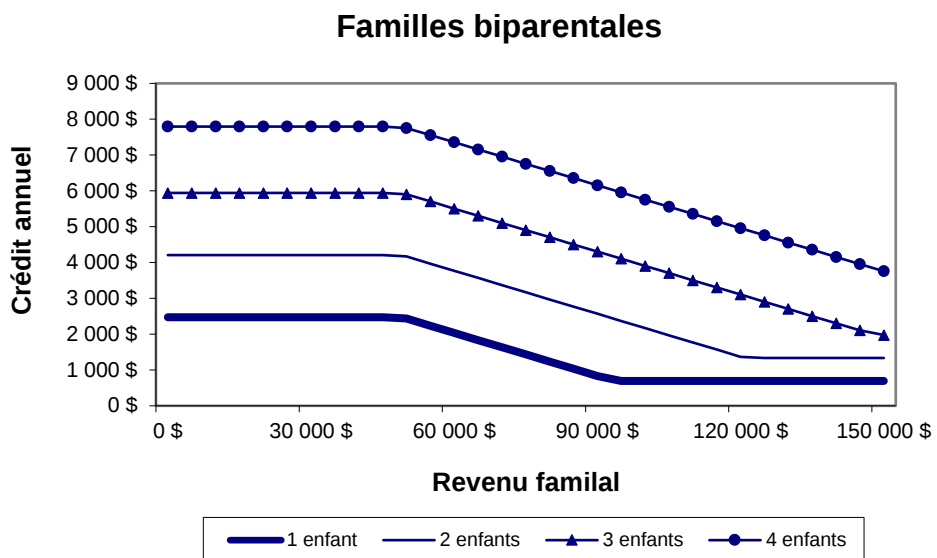
Graphique 1

Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale, en 2018



Graphique 2

Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille, en 2018



2019 – La mesure de l'Allocation famille

En janvier 2019, le CIRSE est renommé et il devient le crédit d'impôt remboursable accordant une allocation aux familles (CIRAAF), alors que le SAE est remplacé par l'Allocation famille (AF). La mesure d'aide comprend désormais, en plus de l'AF, le supplément pour enfant handicapé (SEH), le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) et le supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS).

L'Allocation famille

L'Allocation famille est administrée selon les mêmes paramètres que le PSE. Il s'ajoute au montant du PSE, pour les deuxième et troisième enfants, une somme supplémentaire maximale de 500 \$ par enfant annuellement.

Tableau 9 Paramètres de l'AF, en 2019

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et + \$	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et + \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
2019	867	2 472	1 735	1 735	1 852	346	694	641	49 044	35 680	4

Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible à l'AF et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il présente une déficience ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans la réalisation de ses habitudes de vie pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute à l'AF. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit à l'AF.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 \$ (20 % de 2 250 \$) par année par enfant, soit 37,50 \$ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 \$ en 2005 à 161,50 \$ en 2006.

En 2018, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 192 \$ en raison de l'indexation.

Le SEHNSE

En septembre 2016, le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) a été mis en place dans le but d'améliorer le soutien financier accordé aux parents qui doivent subvenir aux besoins d'un enfant gravement malade ou ayant des incapacités très importantes. Il vise à reconnaître le caractère exceptionnel de leur situation et à leur permettre d'assumer les responsabilités hors du commun qui leur incombent.

Le SEHNSE est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible à l'AF et au SEH qui est dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1. Il ou elle présente des déficiences physiques ou un trouble des fonctions mentales qui entraînent des incapacités très importantes et multiples l'empêchant de réaliser de manière autonome les habitudes de vie d'un enfant de son âge;
2. Il ou elle a besoin de soins médicaux complexes à domicile pour lesquels le parent a reçu dans un centre spécialisé une formation lui permettant de maîtriser les techniques spécifiques à l'utilisation de l'équipement requis.

Les versements du SEHNSE cessent lorsque l'enfant est hébergé ou placé, qu'il atteint l'âge de 18 ans, qu'il ne répond plus aux critères d'admissibilité parce que sa condition s'est améliorée ou que le ou la bénéficiaire perd son droit à l'AF.

Le SEHNSE accorde aux familles concernées une aide financière additionnelle de 962 \$ par mois en 2018. Ce montant peut être versé rétroactivement pour une période de 11 mois à compter de la date de réception de la demande, sans dépasser le 1^{er} avril 2016, si, pendant cette période, l'enfant remplissait les critères d'admissibilité.

En juin 2018, certains critères d'admissibilité du SEHNSE sont assouplis afin d'offrir le soutien financier à plus de familles. Les nouveaux critères d'admissibilité s'inscrivent dans la même logique médicale qui confère au programme un caractère exceptionnel. Les modifications se sont appliquées rétroactivement à compter du 1^{er} avril 2016 pour l'ensemble des familles admissibles.

Tableau 10 Montants mensuels et annuels du SEH et du SEHNSE, de 2005 à 2019

Année	Supplément pour enfant handicapé (SEH)		Supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE)	
	Montant mensuel \$	Montant annuel \$	Montant mensuel \$	Montant annuel \$
2005	121,00	1 452,00	s. o.	s. o.
2006 ¹	161,50	1 938,00	s. o.	s. o.
2007	165,00	1 980,00	s. o.	s. o.
2008	167,00	2 004,00	s. o.	s. o.
2009	171,00	2 052,00	s. o.	s. o.
2010	172,00	2 064,00	s. o.	s. o.
2011	174,00	2 088,00	s. o.	s. o.
2012	179,00	2 148,00	s. o.	s. o.
2013	183,00	2 196,00	s. o.	s. o.
2014	185,00	2 220,00	s. o.	s. o.
2015	187,00	2 244,00	s. o.	s. o.
2016	189,00	2 268,00	947,00	11 364,00
2017	190,00	2 280,00	954,00	11 448,00
2018	192,00	2 304,00	962,00	11 544,00
2019	195,00	2 340,00	978,00	11 736,00

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Le SAFS

Le SAFS est un supplément qui vise à aider les familles en prévision de la rentrée scolaire. Cette aide financière s'adresse aux bénéficiaires de l'AF qui ont un enfant âgé de 4 à 16 ans au 30 septembre de l'année visée, peu importe leur revenu familial. Pour les bénéficiaires du SEH, l'enfant doit être âgé de 4 à 17 ans au 30 septembre de l'année visée. Le bénéficiaire doit aussi avoir la charge de l'enfant pour le mois où est versé ce supplément. Si une garde partagée existe pour le mois où est versé le supplément, chaque parent reçoit la moitié du supplément en même temps.

Tableau 11 Montants du SAFS par année scolaire, de 2017 à 2020

Année scolaire	Supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS)
	Montant \$
2017-2018 ¹	100,00
2018-2019	100,00
2019-2020	102,00

1. Le programme a débuté en janvier 2018 et visait l'année scolaire 2017-2018.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Tous les montants minimal et maximal et les suppléments pour famille monoparentale du Soutien aux enfants sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2018 a été de 0,82 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation tous les trois mois, soit en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le ou la bénéficiaire ne demande à le recevoir chaque mois. En décembre 2018, 28 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2018, 87 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit à ce paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève du ministre de la Famille. Retraite Québec effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte de Revenu Québec. Retraite Québec doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; le ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Pour recevoir le paiement de Soutien aux enfants, le parent n'a pas à faire de demande si son enfant est né au Québec. En déclarant la naissance de son enfant au Directeur de l'état civil, il l'inscrit automatiquement. Dans certaines autres situations, la personne doit faire une demande pour obtenir le Soutien aux enfants, par exemple, si elle réside au Québec, mais que son enfant est né ailleurs qu'au Québec, ou si elle se sépare, mais qu'elle n'est pas bénéficiaire du Soutien aux enfants au moment de la séparation.

En ce qui concerne le SEH et le SEHNSE, une demande doit être adressée directement à Retraite Québec. Le SAFS est pour sa part versé automatiquement aux bénéficiaires du Soutien aux enfants admissibles.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la Loi sur les impôts.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues pour le PSE, le SEH, le SEHNSE et le SAFS sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 12 Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2018

Année	Allocation familiale			Allocation pour enfant handicapé			Total des sommes versées k\$	Moyenne par famille \$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$		
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	107
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 ¹	4 966	3 879,3	172 628,7	180
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	213
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	506 567,1³	531
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	616 840,2³	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	619 629,3³	650
1997	680 017 ⁴	1 200 262 ⁴	413 181,5 ⁴	22 993	24 024	35 001,6	718 814,9³	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	932 033,1³	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	877 531,4³	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	722 641,8³	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	608 311,5³	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	561 025,8³	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	1 039
Paieement de Soutien aux enfants (PSE)			Supplément pour enfant handicapé (SEH)					
2005	873 108	1 494 566 ⁵	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 029 711,1⁷	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 102 015,3⁷	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 121 587,4⁷	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 027	34 702	68 217,3	2 109 936,3⁷	2 379
2009	884 169	1 475 338	2 062 689,2	33 968	35 654	72 559,2	2 135 599,6⁷	2 415
2010	882 423	1 473 675	2 049 741,3	34 707	36 296	74 391,7	2 124 238,5⁷	2 407
2011	881 042	1 474 511	2 053 341,6	35 956	37 535	77 553,9	2 130 940,1⁷	2 419
2012	879 455	1 475 737	2 085 908,6	36 505	38 036	79 672,7	2 165 619,9⁷	2 462
2013	878 698	1 478 416	2 122 275,8	37 136	38 652	83 694,3	2 222 639,0⁷	2 529
2014	877 150	1 484 138	2 115 482,3	37 350	38 790	85 840,7	2 208 217,4⁷	2 517
2015	877 905	1 486 533	2 126 480,6	38 220	39 540	88 472,7	2 214 953,3	2 523
2016	884 090	1 500 514	2 141 164,0	38 960 ⁶	40 140 ⁶	90 877,2	2 232 041,2	2 525
2017	885 660 ⁶	1 512 707 ⁶	2 158 858,5	40 190 ⁶	41 350 ⁶	122 002,2 ⁸	2 280 860,7⁸	2 575
2018	893 350 ⁶	1 527 629 ⁶	2 167 007,7	42 170 ⁶	43 240 ⁶	136 250,3 ⁸	2 303 258,1⁸	2 578

1. Estimation.

2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).

3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.

6. Données projetées.

7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne Loi sur les prestations familiales (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

8. Comprend les sommes versées pour le SEH et le SEHNSE. En 2018, les sommes versées pour le SEHNSE sont estimées à 36,0 M\$.

Tableau 13 Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2018

Année	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 ¹	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05 ²
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 971	11 731	34 702	1,05
2009	753 473	721 865	1 475 338	1,67	23 708	11 946	35 654	1,05
2010	752 431	721 244	1 473 675	1,67	24 230	12 066	36 296	1,05
2011	752 597	721 914	1 474 511	1,67	25 127	12 408	37 535	1,04
2012	753 704	722 033	1 475 737	1,68	25 521	12 515	38 036	1,04
2013	755 504	722 912	1 478 416	1,68	25 846	12 806	38 652	1,04
2014	758 287	725 850	1 484 138	1,69	26 066	12 724	38 790	1,04
2015	759 955	726 578	1 486 533	1,69	26 622	12 918	39 540	1,04
2016	767 111	732 804	1 500 514	1,70	26 967 ³	13 173 ³	40 140 ³	1,03
2017	773 949 ³	738 758 ³	1 512 707 ³	1,71	27 806 ³	13 544 ³	41 350 ³	1,03
2018	781 584 ³	746 045 ³	1 527 629 ³	1,71	29 017 ³	14 223 ³	43 240 ³	1,03

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes.

3. Données projetées.

Tableau 14 Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2018

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2015	2018 ²
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 970	84 380	78 360
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	87 870	86 280	82 400
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 280	87 550	85 720
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 640	87 910	87 020
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 760	88 640	88 710
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	77 800	89 140	89 840
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 230	90 430	89 930
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 250	89 370	90 580
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 610	86 370	91 100
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 710	83 340	92 270
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 560	79 120	91 040
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 570	76 450	87 840
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 010	76 370	84 800
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 560	75 530	80 240
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 110	76 550	77 520
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 730	75 220	77 200
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	90 840	76 060	76 270
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 175	77 823	76 789
Total	1 972 520	1 765 643	1 633 761	1 642 208	1 664 019	1 047 699	1 494 566	1 473 675	1 486 533	1 527 629

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Tableau 15 Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2018

Nombre d'enfants	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2015	2018 ²
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 400	382 800	373 600
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 200	356 100	370 500
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 100	107 100	114 400
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 723	31 905	34 850
Total	942 155	961 545	936 000	953 189	963 361	586 953	873 108	882 423	877 905	893 350

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Tableau 16 Évolution du nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées pour le supplément pour l'achat de fournitures scolaires, de 2017 à 2018¹

Année scolaire	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Sommes versées \$
2017-2018	1 076 596	688 236	107 500 671 ²
2018-2019	1 092 063	695 103	2 499 884 ³

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

2. Sommes versées en janvier 2018.

3. Sommes versées en juillet 2018.

Le paiement de Soutien aux enfants

Tableau 17 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2018

	Revenu familial				
Situation familiale	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	Total
Familles biparentales					
1 enfant	14 774	31 452	45 044	143 315	234 585
2 enfants	15 313	32 044	46 374	186 726	280 457
3 enfants	8 155	14 450	16 706	52 942	92 253
4 enfants ou plus	4 856	6 809	5 682	11 825	29 172
Sous-total	43 098	84 755	113 806	394 808	636 467
Familles monoparentales					
1 enfant	54 357	46 520	22 081	12 005	134 963
2 enfants	29 265	29 073	17 217	10 464	86 019
3 enfants	9 349	6 108	3 414	2 037	20 908
4 enfants ou plus	3 370	1 176	460	270	5 276
Sous-total	96 341	82 877	43 172	24 776	247 166
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	69 131	77 972	67 125	155 320	369 548
2 enfants	44 578	61 117	63 591	197 190	366 476
3 enfants	17 504	20 558	20 120	54 979	113 161
4 enfants ou plus	8 226	7 985	6 142	12 095	34 448
Total ¹	139 439	167 632	156 978	419 584	883 633

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 \$ représentent près du sixième (16 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 \$ ou plus constituent 47 % des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 18 Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2018

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
	\$	\$	\$	\$	\$
Familles biparentales					
1 enfant	202	201	152	63	107
2 enfants	303	301	251	128	177
3 enfants	403	401	350	200	277
4 enfants ou plus	635	621	540	338	493
Sous-total	325	307	241	120	180
Familles monoparentales					
1 enfant	254	225	148	76	211
2 enfants	338	284	196	117	264
3 enfants	440	374	267	171	366
4 enfants ou plus	635	539	402	273	575
Sous-total	311	261	179	104	251
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	243	215	150	64	145
2 enfants	326	293	236	127	198
3 enfants	423	393	336	199	293
4 enfants ou plus	635	609	529	336	505
Total¹	315	284	224	119	200

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

Près des trois quarts (72 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison de leur revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Tableau 19 Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2018

							Somme versée	
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$
Familles biparentales								
1 enfant	44 779	30 543	83 280	72 141	106 526	154 028	234 585	101 386
2 enfants	45 902	30 377	145 933	85 864	88 622	187 642	280 457	108 943
3 enfants ou plus	33 441	28 700	72 571	93 146	15 413	266 939	121 425	97 458
Sous-total	124 122	29 985	301 784	83 828	210 561	176 441	636 467	103 967
Familles monoparentales								
1 enfant	76 726	18 101	52 524	55 040	5 713	137 247	134 963	37 520
2 enfants	42 479	18 347	41 481	60 197	2 059	193 045	86 019	42 710
3 enfants ou plus	16 385	15 621	9 592	61 738	207	238 104	26 184	34 274
Sous-total	135 590	17 879	103 597	57 725	7 979	154 263	247 166	38 983
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	121 505	22 686	135 804	65 527	112 239	153 174	369 548	78 061
2 enfants	88 381	24 595	187 414	80 183	90 681	187 765	366 476	93 397
3 enfants ou plus	49 826	24 399	82 163	89 480	15 620	266 557	147 609	86 250
Total ¹	259 712	23 664	405 381	77 157	218 540	175 631	883 633	85 790

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

Le tableau 19 indique que 259 712 familles (29 % des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 23 664 \$, le plafond du revenu qui donne droit au PSE maximal étant de 48 246 \$ pour les familles biparentales et de 35 096 \$ pour les familles monoparentales en 2018. À l'opposé, 25 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 175 631 \$.

Tableau 20 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du ou de la bénéficiaire et son sexe, décembre 2018

	Âge du ou de la bénéficiaire				Sexe du ou de la bénéficiaire		
Situation familiale	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	Total
Familles biparentales							
1 enfant	8 218	69 827	76 964	79 576	225 495	9 090	234 585
2 enfants	3 168	76 440	152 938	47 911	269 777	10 680	280 457
3 enfants	553	23 132	57 202	11 366	86 712	5 541	92 253
4 enfants ou plus	106	7 733	18 444	2 889	26 583	2 589	29 172
Sous-total	12 045	177 132	305 548	141 742	608 567	27 900	636 467
Familles monoparentales							
1 enfant	6 094	29 600	52 480	46 789	105 760	29 203	134 963
2 enfants	1 397	18 553	47 193	18 876	64 921	21 098	86 019
3 enfants	173	5 060	12 567	3 108	16 633	4 275	20 908
4 enfants ou plus	23	1 505	3 186	562	4 506	770	5 276
Sous-total	7 687	54 718	115 426	69 335	191 820	55 346	247 166
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	14 312	99 427	129 444	126 365	331 255	38 293	369 548
2 enfants	4 565	94 993	200 131	66 787	334 698	31 778	366 476
3 enfants	726	28 192	69 769	14 474	103 345	9 816	113 161
4 enfants ou plus	129	9 238	21 630	3 451	31 089	3 359	34 448
Total ¹	19 732	231 850	420 974	211 077	800 387	83 246	883 633

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

Dans 91 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (76 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 2 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 21 Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2018

Situation familiale	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %
Familles biparentales								
1 enfant	87	29	86	23	78	10	82	18
2 enfants	91	33	87	25	78	8	85	21
3 enfants ou plus	93	41	90	33	80	9	90	32
Sous-total	90	34	88	27	78	9	85	22
Familles monoparentales								
1 enfant	90	52	87	30	78	8	88	42
2 enfants	93	59	88	30	80	6	91	44
3 enfants ou plus	95	67	91	38	80	6	94	56
Sous-total	92	56	88	31	78	8	90	44
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	89	43	86	26	78	10	85	27
2 enfants	92	45	88	26	78	8	86	26
3 enfants ou plus	94	50	90	34	80	9	91	36
Total¹	91	45	88	28	78	9	86	28

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

La majorité des bénéficiaires du PSE (86 %) optent pour le dépôt direct, et plus d'une famille sur quatre (28 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 91 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 45 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion plus faible, soit 78 %, même si cette proportion grimpe de 1 % à 2 % par année depuis 2014. Ces familles choisissent le paiement mensuel dans une proportion de 9 % en 2018.

Tableau 22 Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2018

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants dans la famille				Total
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants ou plus	
Moins de 1 an	31 634	28 617	11 658	5 444	77 353
1 an	30 417	32 049	12 979	5 890	81 334
2 ans	23 648	39 562	14 868	6 534	84 611
3 ans	17 666	43 986	17 156	7 090	85 896
4 ans	15 060	44 973	19 534	8 004	87 570
5 ans	13 610	45 136	21 284	8 651	88 680
6 ans	12 844	44 079	22 442	9 402	88 766
7 ans	12 043	44 049	23 297	10 028	89 416
8 ans	12 160	43 636	23 899	10 230	89 925
9 ans	12 612	44 033	23 865	10 573	91 082
10 ans	13 010	43 476	23 052	10 324	89 862
11 ans	13 644	41 399	21 893	9 773	86 708
12 ans	14 466	40 253	19 867	9 123	83 709
13 ans	16 106	37 322	17 772	8 005	79 204
14 ans	19 267	34 747	15 420	7 084	76 518
15 ans	25 553	31 097	13 271	6 287	76 208
16 ans	32 167	27 203	10 788	5 129	75 286
17 ans	34 663	26 376	10 084	4 677	75 800
Total¹	350 567	691 989	323 125	142 244	1 507 924

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de deux enfants, et 9 % des enfants vivent dans une famille de quatre enfants ou plus.

Le nombre d'enfants admissibles de moins d'un an (77 353) est plus élevé que le nombre d'enfants de 17 ans (75 800) qui cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année. De plus, 34 663 familles cesseront d'être bénéficiaires, puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 23 Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2018

Sexe et année						Nature du handicap		Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autre	Déficience	Trouble des		
					Sous-total	fonctions mentales		
Garçons								
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 791	
1985	354	740	1 899	2 926	5 919	2 194	8 113	
1990	469	911	2 591	8 932	12 903	2 983	15 886	
1996	457	844	2 225	6 086	9 612	4 857	14 469	
1997	438	811	2 170	5 529	8 948	5 276	14 224	
1998	440	789	2 095	5 186	8 510	6 033	14 543	
1999	440	771	2 027	5 016	8 254	6 949	15 203	
2000	439	753	1 995	4 937	8 124	7 708	15 832	
2001	436	732	1 920	4 843	7 931	8 413	16 344	
2002	446	702	1 840	4 657	7 645	9 235	16 880	
2003	464	699	1 801	4 689	7 653	10 252	17 905	
2004	468	674	1 710	4 632	7 484	11 569	19 053	
2005	446	659	1 634	4 647	7 386	12 920	20 306	
2006	428	626	1 566	4 677	7 297	14 111	21 408	
2007	417	562	1 488	4 704	7 171	14 929	22 100	
2008	407	537	1 408	4 827	7 179	15 792	22 971	
2009	401	515	1 351	4 936	7 203	16 505	23 708	
2010	389	516	1 336	5 069	7 310	16 920	24 230	
2011	386	494	1 294	5 316	7 490	17 637	25 127	
2012	377	486	1 272	5 471	7 606	17 915	25 521	
2013	372	494	1 222	5 595	7 683	18 163	25 846	
2014	367	475	1 147	5 662	7 651	18 415	26 066	
2015	359	477	1 108	5 893	7 837	18 785	26 622	
2016 ¹	350	485	1 110	6 173	8 118	18 849	26 967	
2017 ¹	356	504	1 140	6 557	8 557	19 249	27 806	
2018 ¹	359	541	1 153	6 958	9 011	20 006	29 017	
Filles								
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 175	
1985	250	630	1 483	2 258	4 621	1 474	6 095	
1990	314	853	2 020	6 190	9 377	1 794	11 171	
1995	297	817	2 095	5 135	8 344	2 373	10 717	
1996	309	785	2 009	4 564	7 667	2 433	10 100	
1997	293	773	1 886	4 263	7 215	2 585	9 800	
1998	295	762	1 817	4 114	6 988	2 876	9 864	
1999	294	747	1 765	4 034	6 840	3 258	10 098	
2000	295	743	1 698	4 026	6 762	3 504	10 266	
2001	300	725	1 611	3 765	6 401	3 949	10 350	
2002	301	702	1 518	3 830	6 351	4 105	10 456	
2003	311	679	1 454	3 830	6 274	4 407	10 681	
2004	307	648	1 399	3 830	6 184	4 737	10 921	
2005	310	608	1 328	3 850	6 096	5 139	11 235	
2006	309	584	1 270	3 902	6 065	5 410	11 475	
2007	307	537	1 178	3 920	5 942	5 589	11 531	
2008	305	508	1 108	4 019	5 940	5 791	11 731	
2009	302	483	1 061	4 181	6 027	5 919	11 946	
2010	306	482	1 028	4 275	6 091	5 975	12 066	
2011	314	484	1 002	4 470	6 270	6 138	12 408	
2012	319	482	967	4 600	6 368	6 147	12 515	
2013	322	484	918	4 862	6 586	6 220	12 806	
2014	315	456	848	4 880	6 499	6 225	12 724	
2015	313	448	822	5 106	6 689	6 229	12 918	
2016 ¹	307	458	827	5 359	6 951	6 222	13 173	
2017 ¹	307	487	825	5 696	7 315	6 229	13 544	
2018 ¹	305	516	840	6 124	7 785	6 438	14 223	

1. Données projetées.

Tableau 23 (suite) Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2018

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autre	Déficience	Trouble des fonctions mentales	
					Sous-total		
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	4 966
1985	604	1 370	3 382	5 184	10 540	3 668	14 208
1990	783	1 764	4 611	15 122	22 280	4 777	27 057
1994	794	1 725	4 668	15 426	22 613	6 381	28 994
1995	771	1 678	4 457	12 098	19 004	7 002	26 006
1996	766	1 629	4 234	10 650	17 279	7 290	24 569
1997	731	1 584	4 056	9 792	16 163	7 861	24 024
1998	735	1 551	3 912	9 300	15 498	8 909	24 407
1999	734	1 518	3 792	9 050	15 094	10 207	25 301
2000	734	1 496	3 693	8 963	14 886	11 212	26 098
2001	736	1 457	3 531	8 608	14 332	12 362	26 694
2002	747	1 404	3 358	8 487	13 996	13 340	27 336
2003	775	1 378	3 255	8 519	13 927	14 659	28 586
2004	775	1 322	3 109	8 462	13 668	16 306	29 974
2005	756	1 267	2 962	8 497	13 482	18 059	31 541
2006	737	1 210	2 836	8 579	13 362	19 521	32 883
2007	724	1 099	2 666	8 624	13 113	20 518	33 631
2008	712	1 045	2 516	8 846	13 119	21 583	34 702
2009	703	998	2 412	9 117	13 230	22 424	35 654
2010	695	998	2 364	9 344	13 401	22 895	36 296
2011	700	978	2 296	9 786	13 760	23 775	37 535
2012	696	968	2 239	10 071	13 974	24 062	38 036
2013	694	978	2 140	10 456	14 268	24 384	38 652
2014	682	931	1 995	10 542	14 150	24 640	38 790
2015	672	925	1 929	10 999	14 525	25 015	39 540
2016 ¹	657	943	1 937	11 532	15 069	25 071	40 140
2017 ¹	663	991	1 965	12 253	15 872	25 478	41 350
2018 ¹	664	1 057	1 993	13 082	16 796	26 444	43 240

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2018. Les cas de troubles du développement sont en progression depuis le début du programme en 1980. En 2018, des hausses notables s'observent dans les cas de handicaps auditif (+6,8 %) et autres (+6,8 %).

Tableau 24 Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2018

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	540	1 059	1 297	3 247	6 143
2 enfants	988	1 732	2 216	6 499	11 435
3 enfants	724	1 154	1 194	2 807	5 879
4 enfants ou plus	585	741	561	947	2 834
Total	2 837	4 686	5 268	13 500	26 291
Familles monoparentales					
1 enfant	2 667	1 484	650	307	5 108
2 enfants	2 238	1 480	712	441	4 871
3 enfants	975	429	205	113	1 722
4 enfants ou plus	480	115	35	15	645
Total	6 360	3 508	1 602	876	12 346
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 207	2 543	1 947	3 554	11 251
2 enfants	3 226	3 212	2 928	6 940	16 306
3 enfants	1 699	1 583	1 399	2 920	7 601
4 enfants ou plus	1 065	856	596	962	3 479
Total ¹	9 197	8 194	6 870	14 376	38 637

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

On compte 38 637 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, ce qui représente 4 % des familles québécoises.

Parmi les familles bénéficiaires du SEH, 68 % sont biparentales, et 45 % ont un revenu inférieur à 50 000 \$.

Tableau 25 Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2018

Nature du handicap	Âge de l'enfant			
	0-4 ans	5-11 ans	12-17 ans	Total
Déficience				
Visuelle	99	281	252	631
Auditive	228	518	234	979
Motrice	356	829	643	1 828
Autre déficience				
Fonction cardiovasculaire	207	81	34	322
Alimentation et digestion	241	806	762	1 809
Anomalies métaboliques ou héréditaires	357	1 230	1 644	3 231
Anomalies du système nerveux	64	238	227	529
Fonction respiratoire	39	67	33	139
Néoplasies	162	330	209	701
Anomalies du système immunitaire	242	682	490	1 413
Fonctions rénale et urinaire	24	79	75	178
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	476	677	466	1 619
Autres déficiences et déficiences multiples	1 358	768	207	2 333
Sous-total	3 170	4 958	4 147	12 274
Total – Déficience	3 853	6 586	5 276	15 712
Trouble des fonctions mentales				
Retard psychomoteur	196	1 296	554	2 046
Retard mental et déficiences cognitives	5	521	1 693	2 219
Troubles envahissants du développement	804	5 251	4 409	10 465
Troubles du langage	234	3 335	3 361	6 930
Troubles du comportement	6	610	1 146	1 761
Autres/psychoaffectif	7	106	301	414
Total – Trouble des fonctions mentales	1 252	11 119	11 464	23 835
Grand total¹	5 105	17 703	16 739	39 546²

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

2. De ce nombre, 2 233 enfants reçoivent le SEHNSE.

On compte 39 546 enfants reconnus handicapés, ce qui représente 3 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (60 %) des troubles des fonctions mentales.

Statistiques régionales

Tableau 26 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE et du SEH, en décembre 2018, et des sommes totales versées, en 2018

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées k\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$	
Bas-Saint-Laurent	18 720	32 244	46 290	736	753	2 859	49 148
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 753	47 358	65 939	1 123	1 138	4 004	69 942
Capitale-Nationale	74 828	123 583	159 748	2 880	2 813	9 678	169 426
Mauricie	25 021	42 004	64 575	1 036	1 037	3 533	68 108
Estrie	33 257	57 903	85 984	1 452	1 498	5 208	91 192
Montréal	196 308	336 861	535 565	8 478	8 986	33 181	568 746
Outaouais	43 435	73 029	103 442	1 716	1 710	6 541	109 983
Abitibi-Témiscamingue	15 794	27 727	37 628	579	566	1 945	39 573
Côte-Nord	9 947	16 834	24 655	400	404	1 588	26 243
Nord-du-Québec	6 493	13 234	22 217	202	205	655	22 871
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 007	12 683	20 166	362	366	1 167	21 333
Chaudière-Appalaches	45 423	79 505	105 787	1 780	1 792	6 249	112 036
Laval	49 227	85 442	119 327	2 198	2 313	7 671	126 998
Lanaudière	59 092	100 985	142 726	2 986	3 083	10 302	153 028
Laurentides	67 744	113 244	158 940	3 127	3 128	10 451	169 391
Montréal	175 703	298 120	404 440	8 500	8 674	27 507	431 947
Centre-du-Québec	26 142	45 889	68 511	1 063	1 062	3 665	72 177
Hors du Québec	739	1 283	1 683	19	21	100	1 783
Ensemble du Québec¹	883 633	1 507 924	2 167 008	38 637	39 546²	136 250³	2 303 258

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

2. De ce nombre, 2 233 enfants reçoivent le SEHNSE.

3. Comprend les sommes versées pour le SEH et le SEHNSE. En 2018, les sommes versées pour le SEHNSE sont estimées à 36,0 M\$.

Tableau 27 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE et du SEH, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2018

Région	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants ou plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants ou plus	Total
Bas-Saint-Laurent	7 568	7 801	3 351	18 720	230	293	213	736
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 068	11 630	5 055	27 753	326	464	333	1 123
Capitale-Nationale	31 022	32 474	11 332	74 828	871	1 286	723	2 880
Mauricie	10 700	10 192	4 129	25 021	323	413	300	1 036
Estrie	12 808	13 792	6 657	33 257	401	586	465	1 452
Montréal	89 600	75 931	30 777	196 308	2 682	3 411	2 385	8 478
Outaouais	18 368	17 887	7 180	43 435	512	735	469	1 716
Abitibi-Témiscamingue	6 197	6 457	3 140	15 794	171	238	170	579
Côte-Nord	4 502	3 760	1 685	9 947	126	168	106	400
Nord-du-Québec	2 604	2 051	1 838	6 493	45	59	98	202
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 887	3 089	1 031	8 007	125	145	92	362
Chaudière-Appalaches	16 754	19 994	8 675	45 423	446	780	554	1 780
Laval	20 285	21 010	7 932	49 227	648	933	617	2 198
Lanaudière	24 159	24 837	10 096	59 092	816	1 241	929	2 986
Laurentides	28 224	29 021	10 499	67 744	893	1 404	830	3 127
Montérégie	71 414	75 414	28 875	175 703	2 353	3 716	2 431	8 500
Centre-du-Québec	10 069	10 835	5 238	26 142	277	430	356	1 063
Hors du Québec	319	301	119	739	6	4	9	19
Ensemble du Québec¹	369 548	366 476	147 609	883 633	11 251	16 306	11 080	38 637

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

Tableau 28 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2018

Région	Nombre de familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total ¹	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	6 680	9 861	8 368	18 720	8 508	13 334	10 403	32 244
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 188	14 604	12 119	27 753	12 926	19 475	14 958	47 358
Capitale-Nationale	28 267	39 269	30 335	74 828	35 686	51 652	36 246	123 583
Mauricie	9 203	13 093	10 789	25 021	11 710	17 234	13 060	42 004
Estrie	11 974	17 642	14 919	33 257	15 569	23 871	18 463	57 903
Montréal	80 785	102 385	79 243	196 308	100 329	137 285	99 247	336 861
Outaouais	15 983	23 190	18 630	43 435	19 777	30 661	22 592	73 029
Abitibi-Témiscamingue	6 002	8 364	6 906	15 794	7 712	11 471	8 545	27 727
Côte-Nord	3 566	5 281	4 496	9 947	4 456	6 894	5 485	16 834
Nord-du-Québec	2 848	3 782	3 050	6 493	3 619	5 457	4 159	13 234
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 746	4 101	3 507	8 007	3 271	5 251	4 161	12 683
Chaudière-Appalaches	16 580	24 036	19 637	45 423	21 822	33 134	24 550	79 505
Laval	17 080	26 263	23 137	49 227	21 232	35 472	28 739	85 442
Lanaudière	21 369	32 170	25 499	59 092	27 015	42 835	31 136	100 985
Laurentides	23 819	35 491	29 924	67 744	30 114	46 767	36 364	113 244
Montréal	63 361	93 116	76 515	175 703	80 205	123 958	93 958	298 120
Centre-du-Québec	9 505	13 867	11 550	26 142	12 343	19 125	14 422	45 889
Hors du Québec	397	412	199	739	477	566	241	1 283
Ensemble du Québec²	330 353	466 927	378 823	883 633	416 764	624 439	466 725	1 507 924

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total, puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Données réelles au 31 décembre 2018.

Tableau 29 Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2018

Région	Nature du handicap						Total
	Déficience				Trouble du développement		
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autre		Sous-total	
Bas-Saint-Laurent	3	27	48	267	345	409	753
Saguenay–Lac-Saint-Jean	23	40	85	414	562	576	1 138
Capitale-Nationale	43	91	149	1 055	1 338	1 476	2 813
Mauricie	19	30	60	310	419	619	1 037
Estrie	28	31	64	472	595	904	1 498
Montréal	126	222	358	2 766	3 472	5 515	8 986
Outaouais	34	34	70	517	655	1 056	1 710
Abitibi-Témiscamingue	19	16	25	215	275	291	566
Côte-Nord	3	10	32	142	187	217	404
Nord-du-Québec	7	5	20	72	104	101	205
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	9	10	19	115	153	213	366
Chaudière-Appalaches	32	46	100	624	802	991	1 792
Laval	47	53	116	663	879	1 435	2 313
Lanaudière	35	60	126	839	1 060	2 025	3 083
Laurentides	48	87	130	939	1 204	1 925	3 128
Montréal	137	184	363	2 468	3 152	5 523	8 674
Centre-du-Québec	20	34	64	388	506	556	1 062
Hors du Québec	.	.	1	13	14	8	21
Ensemble du Québec ¹	631	979	1 828	12 274	15 712	23 835	39 546 ²

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

2. De ce nombre, 2 233 enfants reçoivent le SEHNSE.

Tableau 30 Répartition des bénéficiaires du PSE et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2018, et des sommes totales versées, en 2018

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 635	2 888	4,3	72	74	0,4	4,7
Matane (8)	1 840	2 980	4,4	83	78	0,3	4,8
La Mitis (9)	1 802	3 235	5,0	81	83	0,3	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 602	9 313	12,5	201	204	0,7	13,2
Les Basques (11)	686	1 219	1,9	26	26	0,2	2,1
Rivière-du-Loup (12)	3 569	6 163	8,5	123	125	0,4	8,9
Témiscouata (13)	1 639	2 974	4,6	85	89	0,3	4,9
Kamouraska (14)	1 947	3 474	5,1	65	75	0,2	5,3
Total	18 720	32 244	46,3	736	753	2,9	49,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-du-Roy (91)	3 039	5 404	7,9	110	108	0,4	8,3
Maria-Chapdelaine (92)	2 447	4 421	6,4	106	108	0,4	6,8
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 474	9 606	13,3	241	251	0,9	14,2
Saguenay (941)	14 325	23 526	32,2	566	568	1,9	34,1
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 468	4 403	6,1	100	104	0,4	6,5
Total	27 753	47 358	65,9	1 123	1 138	4,0	69,9
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 382	2 353	3,5	51	53	0,1	3,6
Charlevoix (16)	1 156	1 979	2,7	38	39	0,2	2,9
L'Île-d'Orléans (20)	610	1 049	1,2	22	19	0,1	1,3
La Côte-de-Beaupré (21)	3 255	5 592	6,7	124	125	0,4	7,1
La Jacques-Cartier (22)	6 403	11 074	12,4	205	201	0,6	13,0
Québec (23)	56 025	91 342	119,7	2 202	2 143	7,4	127,1
Portneuf (34)	5 997	10 195	13,5	238	234	0,9	14,4
Total	74 828	123 583	159,7	2 880	2 813	9,7	169,4
Mauricie							
Mékinac (35)	966	1 658	2,7	35	39	0,1	2,8
Shawinigan (36)	4 156	6 683	11,1	183	185	0,7	11,8
Maskinongé (51)	3 516	6 060	9,2	124	127	0,4	9,6
La Tuque (90)	1 583	2 971	4,9	36	35	0,1	5,1
Trois-Rivières (371)	12 882	21 200	31,6	581	572	1,9	33,6
Les Chenaux (372)	1 918	3 434	5,0	77	80	0,2	5,2
Total	25 021	42 004	64,6	1 036	1 037	3,5	68,1
Estrie							
Le Granit (30)	2 019	3 767	5,7	84	92	0,2	5,9
Les Sources (40)	990	1 803	3,9	45	49	0,2	4,1
Le Haut-Saint-François (41)	2 358	4 311	6,7	114	123	0,4	7,1
Le Val-Saint-François (42)	3 769	6 791	8,8	153	156	0,6	9,4
Sherbrooke (43)	17 323	29 416	43,0	761	770	2,8	45,9
Coaticook (44)	2 024	3 721	5,7	85	94	0,3	6,0
Memphrémagog (45)	4 774	8 096	12,1	210	216	0,7	12,9
Total	33 257	57 903	86,0	1 452	1 498	5,2	91,2
Montréal							
Montréal (66)	196 308	336 861	535,6	8 478	8 986	33,2	568,7

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 30 (suite) Répartition des bénéficiaires du PSE et du SEH selon la région administrative et la MRC, en décembre 2018, et des sommes totales versées, en 2018

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Outaouais							
Papineau (80)	2 045	3 428	5,7	97	99	0,3	6,0
Gatineau (81)	32 184	53 775	76,0	1 241	1 236	4,8	80,8
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 976	10 273	12,0	211	208	0,8	12,8
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	1 946	3 254	5,9	90	89	0,3	6,2
Pontiac (84)	1 284	2 300	3,8	77	78	0,3	4,1
Total	43 435	73 029	103,4	1 716	1 710	6,5	110,0
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 609	2 924	4,4	71	74	0,2	4,6
Rouyn-Noranda (86)	4 583	7 753	9,9	171	158	0,6	10,5
Abitibi-Ouest (87)	2 137	3 869	5,2	87	86	0,3	5,5
Abitibi (88)	2 719	4 830	6,5	80	80	0,3	6,8
La Vallée-de-l'Or (89)	4 746	8 353	11,5	170	169	0,5	12,0
Total	15 794	27 727	37,6	579	566	1,9	39,6
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	918	1 550	2,5	44	46	0,2	2,7
Manicouagan (96)	3 145	5 100	7,4	142	140	0,6	8,0
Sept-Rivières (971)	4 024	6 880	9,7	148	148	0,5	10,1
Caniapiscau (972)	524	989	1,4	18	20	0,1	1,4
Minganie (981)	758	1 327	2,0	27	29	0,1	2,1
Le Golfe-du-Saint-Laurent (982)	578	989	1,8	21	21	0,1	1,9
Total	9 947	16 834	24,7	400	404	1,6	26,2
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 550	2 689	3,5	59	54	0,2	3,6
Kativik (992)	2 066	4 330	7,7	45	45	0,2	7,9
Eeyou Istchee (993)	2 877	6 215	11,0	98	105	0,3	11,4
Total	6 493	13 234	22,2	202	204	0,7	22,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 099	1 610	2,3	47	47	0,1	2,5
Le Rocher-Percé (2)	1 378	2 112	3,7	65	64	0,2	3,9
La Côte-de-Gaspé (3)	1 606	2 540	3,6	75	72	0,2	3,8
La Haute-Gaspésie (4)	904	1 446	2,4	44	48	0,2	2,6
Bonaventure (5)	1 542	2 505	3,9	78	80	0,3	4,2
Avignon (6)	1 478	2 472	4,2	53	55	0,2	4,4
Total	8 007	12 683	20,2	362	366	1,2	21,3
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 564	2 801	4,2	63	67	0,2	4,4
Montmagny (18)	2 023	3 482	5,2	86	90	0,3	5,5
Bellechasse (19)	3 991	7 283	9,7	168	174	0,6	10,3
La Nouvelle-Beauce (26)	4 548	8 166	10,6	174	172	0,6	11,1
Robert-Cliche (27)	2 071	3 907	5,6	96	95	0,3	6,0
Les Etchemins (28)	1 478	2 729	4,0	63	67	0,2	4,2
Beauce-Sartigan (29)	5 753	10 220	14,6	224	231	1,0	15,6
Les Appalaches (31)	3 874	6 754	10,2	148	148	0,5	10,7
Lotbinière (33)	3 737	6 726	9,3	138	143	0,5	9,8
Lévis (251)	16 384	27 439	32,4	620	608	2,1	34,5
Total	45 423	79 505	105,8	1 780	1 792	6,2	112,0
Laval							
Laval (65)	49 227	85 442	119,3	2 198	2 313	7,7	127,0

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 30 (suite) Répartition des bénéficiaires du PSE et du SEH selon la région administrative et la MRC, en décembre 2018, et des sommes totales versées, en 2018

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 456	7 579	12,0	210	232	0,7	12,7
L'Assomption (60)	14 885	25 255	33,8	781	808	2,5	36,3
Joliette (61)	6 543	10 852	16,5	337	345	1,1	17,6
Matawinie (62)	4 969	8 665	14,4	255	266	1,0	15,4
Montcalm (63)	6 775	11 751	18,5	320	336	1,2	19,7
Les Moulins (64)	21 464	36 885	47,6	1 083	1 098	3,8	51,4
Total	59 092	100 985	142,7	2 986	3 083	10,3	153,0
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	12 305	20 688	27,4	616	626	1,9	29,4
Thérèse-De Blainville (73)	18 683	32 114	41,6	884	877	3,1	44,6
Mirabel (74)	7 720	12 911	16,8	314	319	1,1	18,0
La Rivière-du-Nord (75)	15 296	25 348	36,9	717	719	2,3	39,2
Argenteuil (76)	3 046	4 999	8,5	149	156	0,6	9,1
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 407	5 464	8,3	142	136	0,4	8,8
Les Laurentides (78)	4 225	6 807	11,2	163	158	0,5	11,7
Antoine-Labelle (79)	3 062	4 914	8,2	142	141	0,5	8,7
Total	67 744	113 244	158,9	3 127	3 128	10,5	169,4
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	6 052	10 455	15,7	282	284	0,8	16,6
La Haute-Yamaska (47)	9 768	16 829	25,2	561	585	1,8	27,0
Acton (48)	1 609	2 908	4,7	99	105	0,3	5,0
Pierre-De Saurel (53)	4 399	7 222	10,6	246	250	0,8	11,4
Les Maskoutains (54)	9 419	16 501	24,5	525	545	1,8	26,3
Rouville (55)	4 468	7 669	10,7	219	226	0,7	11,4
Le Haut-Richelieu (56)	13 302	22 157	31,2	706	714	2,1	33,3
La Vallée-du-Richelieu (57)	16 393	27 626	31,4	695	679	2,1	33,5
Longueuil (58)	45 586	76 455	106,0	2 116	2 163	7,2	113,2
Marguerite-D'Youville (59)	10 123	16 805	20,0	463	464	1,4	21,4
Roussillon (67)	23 165	39 483	50,8	1 132	1 150	3,6	54,4
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 338	5 826	8,1	160	163	0,5	8,7
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 385	4 380	7,6	125	145	0,4	7,9
Beauharnois-Salaberry (70)	6 671	10 912	16,7	360	370	1,2	17,9
Vaudreuil-Soulanges (71)	19 025	32 894	41,2	811	834	2,7	43,9
Total	175 703	298 120	404,4	8 500	8 675	27,5	431,9
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 351	4 338	6,5	106	107	0,4	7,0
Bécancour (38)	2 060	3 624	5,3	91	93	0,4	5,7
Arthabaska (39)	7 737	13 623	19,9	268	267	0,9	20,8
Drummond (49)	11 637	20 090	30,4	512	507	1,7	32,1
Nicolet-Yamaska (50)	2 357	4 214	6,4	86	89	0,3	6,7
Total	26 142	45 889	68,5	1 063	1 062	3,7	72,2
Total hors du Québec	739	1 283	1,7	19	21	0,1	1,8
Ensemble du Québec ¹	883 633	1 507 924	2 167,0	38 637	39 546 ²	136,3 ³	2 303,3

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2018.

2. De ce nombre, 2 233 enfants reçoivent le SEHNSE.

3. Comprend les sommes versées pour le SEH et le SEHNSE. En 2018, les sommes versées pour le SEHNSE sont estimées à 36,0 M\$.

Tableau 31 Répartition régionale des bénéficiaires du SAFS, selon l'âge des enfants au début de l'année scolaire 2018-2019

Région	Nombre de familles avec enfants âgés de			Nombre total d'enfants âgés de		
	4 à 11 ans	12 à 17 ans	Total	4 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	10 675	7 313	14 928	15 076	8 637	23 713
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15 783	10 630	21 866	22 010	12 510	34 519
Capitale-Nationale	42 252	26 415	58 003	58 270	30 008	88 277
Mauricie	14 173	9 379	19 626	19 473	10 874	30 347
Estrie	19 015	13 027	26 438	26 987	15 349	42 336
Montréal	110 755	68 506	150 527	154 846	81 910	236 756
Outaouais	24 827	16 305	34 357	34 381	18 877	53 257
Abitibi-Témiscamingue	9 108	6 076	12 510	13 050	7 122	20 172
Côte-Nord	5 701	3 910	7 987	7 779	4 576	12 355
Nord-du-Québec	4 045	2 697	5 234	6 122	3 428	9 549
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 438	3 067	6 372	5 941	3 470	9 411
Chaudière-Appalaches	25 964	17 285	35 995	37 549	20 544	58 093
Laval	28 172	19 984	39 602	39 702	23 727	63 429
Lanaudière	34 538	22 243	47 155	48 165	25 959	74 124
Laurentides	38 095	25 911	53 514	52 569	30 025	82 594
Montérégie	100 201	66 843	139 164	139 478	78 272	217 750
Centre-du-Québec	15 057	10 152	20 851	21 679	12 022	33 701
Hors du Québec	837	340	974	1 259	424	1 683
Ensemble du Québec ¹	503 636	330 083	695 103	704 332	387 731	1 092 063

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 juillet 2018.

